

Fermeture des cinq trésoreries : Philippe Martin tape du poing sur la table "Je ne cautionnerai pas la casse des services publics"



Fermeture des cinq trésoreries : Philippe Martin tape du poing sur la table "Je ne cautionnerai pas la casse des services publics"

« C'est une attaque en règle contre la ruralité sans qu'il y ait une réelle concertation. Il y a une forme de mépris et de froideur », s'insurge le président du Conseil Départemental, Philippe Martin, à propos de la fermeture programmée de cinq trésoreries dont celles de Riscle, Cazaubon, Marciac, Lombez, et Saint-Clar. Alors que Gimont et Mauvezin sont aussi dans l'œil du cyclone, « c'est en route pour ne pas dire en marche », ironise Philippe Martin.

Ce mercredi 13 septembre en début d'après-midi ils se sont tous retrouvés autour d'une table (Voir photo) pour en parler sans occulter la suppression des emplois aidés, des crédits de contrat de ruralité « qui reviennent maintenant au préfet », et des DETR. D'ailleurs Philippe Martin rencontrera le Préfet jeudi 14 septembre à 9 heures pour aborder ces divers sujets.

Mais l'essentiel de la réunion était de jouer groupé pour exprimer une solidarité sans faille sur ce problème de la fermeture des trésoreries quelles que soient les positions politiques de chacun. Et en effet les cinq maires ou leurs représentants en parlent d'une même voix.



Jean-Michel Augré, maire de Cazaubon, estime « que le monde la ruralité est mis de côté » et regrette « que le directeur des finances publiques du Gers, Jean-Claude Hernandez, aurait pu lui en parler ». Il confirme aussi qu'une lettre signée de tous les maires du canton a été envoyée au président de la République. Jean-Michel Augré rappelle que la disparition de la trésorerie de Cazaubon obligera les collectivités d'aller à Eauze alors que pour le paiement des impôts ce sera Nogaro.



Jean-Louis Guilhaumon, maire de Marciac, considère que « c'est un mauvais coup porté sur le territoire pour réaliser des économies d'échelle dérisoire. C'est un affaiblissement de l'ingénierie du territoire. Je souhaite de tous mes vœux que l'Etat reconsidère le sujet ».



David Taupiac, maire de Saint-Clar, s'estime floué car ayant reçu les informations par d'autres canaux que ceux de la trésorerie générale. « Sur le fond c'est préoccupant, analyse-t-il, car il n'y a rien de logique sur ce que veulent faire les finances publiques. Où va-t-on s'arrêter ! Il ne faudrait pas que les Maisons de service public soient un prétexte pour fermer des trésoreries »



Jean-Pierre Cot, maire de Lombez, rappelle que se sont 32 communes qui sont mobilisées contre la fermeture de la trésorerie programmée au 31 décembre 2017. Le rattachement à l'Isle-Jourdain posera de gros problèmes de mobilité. Quant à l'entrevue avec le Secrétaire Général de la préfecture et en présence de Jean-Claude Hernandez, le maire de Lombez admet qu'il a bien entendu les motivations qui sont d'ordre national mais « il demande que le directeur des finances publiques du Gers revoie sa copie ».



Hélène Coomans, Conseillère départementale et représentante de la mairie de Riscle, regrette ces fermetures « car, selon elle, c'est la mise à mort du bourg centre ». Et d'ajouter « que la Maison des services publics de Riscle ne peut pas recevoir une permanence de la trésorerie par manque de locaux ». De nombreux contribuables auront plus de 30 km pour aller à Plaisance du Gers.



Ils ont participé à la réunion : Jean-Louis Guilhaumon, Jean-Michel Augré, Philippe Martin, Hélène Coomans, David Taupiac, Françoise Casalé, Jean-Pierre Cot, Gisèle Biémouret, Bernard Gendré, Gérard Castet, Nathalie Barrouillet.